

**FDU – Mouvement National**



**FDU – National Movement**

**I N K U B I R I**

*Uburunganire . Ubwisanzure . Amajyambere*

*Equal Rights . Freedom . Social Progress*

*Egalité . Liberté . Progrès Social*

## **Pourquoi le pouvoir du Front patriotique rwandais « FPR » craint-il les élections libres et ne les organisera jamais? Pourquoi ne peut-il pas négocier avec son opposition?**

Depuis la prise du pouvoir par le FPR en juillet 1994, le processus de démocratisation de la vie politique rwandaise s'est étiolé et a été stoppé net. Surfant sur l'émoi compréhensible suscité par le génocide tutsi et abusant de sa victoire militaire, le FPR a réussi à faire oublier sa propre responsabilité dans le génocide et a installé un régime autocratique. Il a concentré progressivement et méthodiquement tout le pouvoir dans les mains d'un seul homme : le général Paul Kagame, devenu un monarque de quasi-droit divin. Divers stratagèmes ont été mis en place : suspension des Accords d'Arusha remplacés par une Déclaration du FPR tenant lieu de loi fondamentale, création ex nihilo d'un poste de vice-président de la République, relégation du Président de la République Pasteur Bizimungu, bannissement du parti MDR, satellisation des partis PSD, PL, PDC, PS Imberakuri. Quant aux tentatives de créer de nouveaux partis, elles ont été découragées par l'emprisonnement de leurs leaders (cas du PDR Ubuyanja, du PDP Imanzi, des FDU Inkingi). Les rares partis qui ont pu être agréés formellement (PS-Imberakuri, Green Party) ont été infiltrés par des éléments du FPR pour ensuite les diviser et/ou les paralyser et les rendre inopérants.

Le régime s'est embourbé également dans des pratiques mafieuses de manipulations des élections (considérées comme outils démocratiques par excellence), notamment à travers l'accréditation des candidats dociles aux élections législatives et présidentielles, la constitution d'une commission électorale aux ordres du pouvoir en place, le bourrage des urnes, l'intimidation des électeurs et l'encadrement méthodique des observateurs extérieurs. Les scores soviétiques obtenus par le FPR lors des différentes consultations, notamment lors des élections présidentielles de 2003 et de 2010, en rendent compte. De fait, dans les régimes autocratiques, les élections sont considérées non comme des outils d'expression de l'opinion du peuple mais comme des paravents destinés à asseoir la puissance d'un homme, devenu à lui tout seul une institution, et à endormir les bailleurs de fonds!

Ainsi un quart de siècle après l'instauration du pluralisme politique en 1991, on se retrouve encore avec un parti-Etat, en l'occurrence le FPR, qui monopolise l'espace politique, comme à la vieille époque du MRND, dont il a repris et amplifié de manière exponentielle les travers anti-démocratiques. N'ayant aucune possibilité d'agir à l'intérieur du Rwanda, les leaders critiques au sein du FPR et des partis interdits et/ou phagocytés qui ont survécu aux assassinats politiques et aux emprisonnements, se sont exilés. Ils ont rejoint à l'extérieur l'opposition politique afin de promouvoir leurs projets politiques.

 +32465551485

 [inkubiri1@inkubiri.org](mailto:inkubiri1@inkubiri.org)

**FDU – Mouvement National**



**FDU – National Movement**

**I N K U B I R I**

*Uburunganire . Ubwisanzure . Amajyambere*

*Equal Rights . Freedom . Social Progress*

*Egalité . Liberté . Progrès Social*

Ce refus obstiné du FPR, de son chef en particulier, à accepter la concurrence politique, à ouvrir l'espace politique à l'opposition et à admettre la participation de tous les citoyens à la gestion de leur pays trouve son fondement dans des considérations d'ordre idéologique, historique, pratique et personnel. Dès lors, il importe de connaître les pesanteurs sociologiques, les rapports de force politiques, les responsabilités personnelles sous-jacentes qui font que le FPR, son chef le Président Kagame spécialement, n'organisera jamais des élections libres et transparentes et ne négociera jamais, sauf vigoureusement contraint, avec l'opposition politique. Six raisons développées plus bas l'expliquent.

1. Le FPR est une organisation qui ne croit qu'en l'évangile de la seule force

De prime abord, il faut se rappeler que le FPR est avant tout une organisation politico-militaire qui croyait et qui continue de croire en l'évangile de la seule force et en la logique des seules armes. Son objectif unique, quand il a pris les armes en 1990, était la conquête et la conservation du pouvoir par tous les moyens. Cet objectif reste. Si à un certain moment, il s'est gaussé d'un discours progressiste en mettant en avant certains intellectuels dans les négociations d'Arusha, ce n'était pas par conviction idéologique mais une opération de pures relations publiques destinée à obtenir des soutiens extérieurs. Pour preuve, lesdits intellectuels ont été vite évincés après la prise du pouvoir en 1994.

La négociation politique récuse la conquête du pouvoir par la force. Elle requiert le compromis et le règlement pacifique des différends. Le système démocratique promeut la concurrence politique dans la gestion du pays. Négociation et démocratie sont donc antagoniques des conceptions politiques à la base de la fondation du FPR. Ce dernier ne peut, sans se renier ou opérer une mutation profonde, s'engager dans un processus démocratique. Que l'on se rappelle, - cela résonne encore dans nos têtes -, quand, le général Kagame, quelques mois avant la signature de l'Accord de paix d'Arusha, haranguant ses troupes et caressant le canon de sa kalachnikov, déclarait : « Notre référendum à nous, notre démocratie à nous, FPR, c'est ça ! ».

2. Le noyau dur du FPR est une aristocratie des privilèges

Deuxièmement, le noyau dur du FPR et de l'APR autour du général Kagame a baigné dans un univers de restauration des privilèges de l'aristocratie tutsi d'avant la Révolution sociale de 1959. Le pouvoir monarchique qui régissait le pouvoir au Rwanda avant cette date était un pouvoir absolu de droit divin. Le Roi se confondait et s'identifiait au pays dont la vie même dépendait de sa puissance. L'institution féodale qui portait la monarchie était dominée par l'aristocratie tutsi. Elle a permis à cette dernière de consolider au fur du temps, des fois au prix du sang entre les clans régnants, son pouvoir politique, social, économique et culturel. Elle établissait un lien de dépendance et de protection entre les seigneurs tutsi (shebujja), jouissant d'un statut social supérieur, et les dépendants (abagaragu), généralement hutu, qui leur étaient inférieurs. Ces derniers payaient la protection desdits seigneurs par l'allégeance absolue qui se manifestait à travers des prestations en nature et des services.

 +32465551485

 [inkubiri1@inkubiri.org](mailto:inkubiri1@inkubiri.org)

**FDU – Mouvement National**



**FDU – National Movement**

**I N K U B I R I**

*Uburunganire . Ubwisanzure . Amajyambere*

*Equal Rights . Freedom . Social Progress*

*Egalité . Liberté . Progrès Social*

La Révolution sociale de 1959, qui est à la base de l'exil de l'aristocratie tutsi, est venue abolir ces privilèges au profit de l'égalité et de la liberté de tous les Rwandais. Le noyau dur au sein du FPR n'a jamais reconnu ladite Révolution. Cette dernière évoque pour la clique au pouvoir à Kigali la perte des privilèges et rappelle le souvenir d'un paradis perdu. Rentrer au Rwanda et revenir au pouvoir signifie le retour des privilèges et de la supériorité du statut supérieur perdu.

3. Le référentiel de Paul Kagame c'est le maquis, et ce dernier n'est pas une école de la démocratie

Troisièmement, le général Kagame, aujourd'hui qui rêve d'une présidence à vie, puise son expérience politique dans le maquis ougandais du triangle de Luwero aux côtés de Yoweri Museveni en 1981, en lutte contre le président Obote. Après la victoire de Museveni en 1986, Kagame a officié ensuite dans l'armée ougandaise. Officier des renseignements militaires, il était connu pour ses méthodes expéditives et tortionnaires qui lui valurent le sobriquet de « Pilate ». Il reprend ensuite le maquis quatre ans plus tard pour conduire la guerre contre le Rwanda en 1990. Aussitôt remportée la victoire en 1994, après un génocide, il ne laisse pas le temps aux victimes d'essuyer les larmes et de panser les plaies. Il s'engage au contraire aussitôt dans une guerre d'extermination des réfugiés rwandais au Congo, guerre qui se révélera vite être aussi une guerre lasse de tueries directes et indirectes de millions de Congolais ainsi que de contrôle des ressources.

Il ressort donc de ce qui précède que le maquis n'est pas l'école de la démocratie et du débat pluraliste. Le maquis, c'est la gestion de la guerre, c'est la gestion des hommes dans un environnement de survie matérielle et de privation des libertés, c'est la concentration du pouvoir dans les mains d'un chef de guerre à qui l'on voue une obéissance sans faille. Voilà le référentiel et le parcours politiques de l'homme qui gouverne et règne en maître absolu aujourd'hui sur les Rwandais. Kagame n'est pas un homme d'Etat, c'est un manager de l'état de guerre et des situations d'exception.

4. La base sociale du FPR s'avère très ténue

Quatrièmement, il convient d'avoir à l'esprit que le régime en place est porté par une oligarchie militaro-ethniste construite sur une base sociale étroite. Au début et pendant la guerre déclenchée en octobre 1990, le FPR a cherché à rallier à sa cause les réfugiés tutsi, les tutsi de l'intérieur du Rwanda et l'opposition au régime du MRND. Arrivé au pouvoir, le FPR a progressivement écarté les tutsi de l'intérieur dès lors qu'ils commençaient à exiger des comptes pour avoir été sciemment sacrifiés à l'autel du pouvoir par le FPR et avoir ainsi payé le prix fort, à savoir le génocide. Des leaders politiques parmi la communauté tutsi de l'intérieur rescapée ont été assassinés ou contraints à l'exil et les premiers responsables de la société civile, notamment ceux de l'Association des survivants du génocide Ibuka se sont exilés.

 +32465551485

 [inkubiri1@inkubiri.org](mailto:inkubiri1@inkubiri.org)

**FDU – Mouvement National**



**FDU – National Movement**

**I N K U B I R I**

*Uburunganire . Ubwisanzure . Amajyambere*

*Equal Rights . Freedom . Social Progress*

*Egalité . Liberté . Progrès Social*

Les leaders des partis d'opposition au régime MRND, rescapés des massacres, qui avaient accepté de participer à la reconstruction du pays après la victoire du FPR, sous l'égide de Faustin Twagiramungu, nommé pour la galerie Premier ministre car sans réel pouvoir, et qui pouvaient revendiquer un héritage démocratique de 1991 à 1994, n'ont pas connu de destin plus chanceux que les leaders tutsi de l'intérieur. Reprochant au régime du FPR de dérive dictatoriale et d'assassinats à caractère ethnique, après à peine une année au gouvernement, ils ont été évincés et se sont à leur tour exilés.

La seule base sociale du FPR qui restait, à savoir celle constituée par les réfugiés tutsi, s'est à son tour effilochée sous une double fracture. D'abord la prééminence des seuls proches des familles du président Paul Kagame et de sa femme ainsi que de leurs sujets respectifs. Cela explique en partie l'éviction, l'assassinat et l'exil des leaders qui ont essayé de ramener le président à la raison. L'assassinat des militaires de poids, le muselage et l'anéantissement de l'élite civile tutsi expliquent cette concentration du pouvoir entre les mains d'une clique de sujets. Ensuite s'est opérée une division selon l'origine du pays d'exil, accordant la prépondérance aux anciens tutsi réfugiés en provenance de l'Uganda. Cette double rupture a érodé la base sociale du régime FPR et a ainsi consacré le pouvoir personnel d'un homme : le général Kagame. Avec une base politique aussi mince, comment dans ces circonstances peut-on s'imaginer le Président Kagame se risquer dans des élections?

#### 5. Le statut de chef de l'Etat procure l'immunité pénale au Président Kagame

Cinquièmement, au-delà de la responsabilité politique dans le drame rwandais et des crimes économiques commis en République démocratique du Congo (RDC), le Président Kagame est accusé personnellement de violations graves présumées du droit humanitaire. Il est en effet accusé de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité commis au Rwanda pendant et après la conquête du pouvoir en juillet 1994. Il est incriminé d'avoir commandité l'attentat aérien qui a coûté la vie aux Présidents Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, attentat reconnu comme l'acte déclencheur du génocide tutsi et de l'élimination de l'opposition démocratique. Il est enfin accusé par le Rapport Mapping des Nations Unies d'avoir commis des crimes contre l'humanité en RDC, voire d'un possible génocide sur les réfugiés hutu en République démocratique du Congo.

Pour Kagame, accepter de négocier avec son opposition politique ou d'organiser des élections libres et transparentes, c'est admettre un challenge démocratique qui risque de mettre à nu sa responsabilité pénale et politique dans les malheurs du peuple rwandais et des populations de la région des Grands Lacs. C'est intégrer en même temps la possibilité de perdre et de quitter par conséquent la fonction de Chef d'Etat. Or, cette dernière lui confère l'immunité pénale. Serait-il prêt à y renoncer ? Les rodomontades actuelles qui louent les hauts faits du Général Président et les gesticulations des partisans de la révision de la Constitution pour la

 +32465551485

 [inkubiri1@inkubiri.org](mailto:inkubiri1@inkubiri.org)

**FDU – Mouvement National**



**FDU – National Movement**

**I N K U B I R I**

*Uburunganire . Ubwisanzure . Amajyambere*

*Equal Rights . Freedom . Social Progress*

*Egalité . Liberté . Progrès Social*

prolongation du mandat présidentiel au-delà de deux législatures nous font penser qu'il ne se retirera pas à la fin de son mandat en 2017.

6. Le rapport de forces entre l'opposition et le régime de Kigali est favorable à ce dernier

Enfin, le rapport de forces déséquilibré entre le régime de Kigali et l'opposition politique conforte le pouvoir dans sa position de refus de l'ouverture de l'espace politique. Il a été mentionné au début que le pouvoir FPR était avant tout une organisation politico-militaire qui croit en la seule logique des armes. Dès lors qu'il est convaincu de sa supériorité militaire et qu'il dispose de toutes les ressources de l'Etat, le pouvoir rwandais n'a aucune envie, ni à organiser des élections qu'il pourrait perdre, ni à négocier avec une opposition avec laquelle il a peu de convergences politiques, par exemple le pluralisme politique. Ajouter à cela qu'il est soutenu par des Etats puissants qui le lui rendent bien pour son inscription dans leurs objectifs géopolitiques, notamment la sous-traitance des missions de maintien de paix, le contrôle des ressources naturelles et l'endiguement de l'islamisme.

7. Conclusion

En résumé, le pouvoir FPR est conscient de sa force militaire et des autres atouts du pouvoir. Le projet démocratique est resté au stade d'une fiction et d'un instrument des relations publiques. Il a une base politique très étroite. Son chef est un criminel contre l'humanité protégé par le statut de Chef d'Etat. En un mot, il se sait puissant ! Par contre, les faiblesses de l'opposition rwandaise sont patentes. Dominée encore par des ultras qui ne réalisent pas l'abîme dans lequel le Rwanda a été plongé par le génocide et les crimes contre l'humanité, l'opposition n'arrive pas encore à se délier des nostalgiques en son sein afin de compenser son infériorité militaire par une force morale supérieure, à savoir proposer un projet politique hospitalier à tous les Rwandais, faire émerger un leadership cohérent capable de fédérer les forces et d'obtenir le soutien politique et diplomatique adéquat.

Tous ces motifs nous font penser que le pouvoir FPR, le Général et Président Kagame en particulier, n'acceptera jamais, sauf contrainte, des élections libres et transparentes ou la négociation avec l'opposition politique. Toutefois, en s'enfermant dans cette logique d'autosatisfaction narcissique, le FPR oublie une vérité essentielle : l'universalité du principe de Peter. Appliqué à la politique, le principe de Peter stipule que tout régime dictatorial tend inéluctablement vers son effondrement. Et le FPR est déjà engagé dans cette voie.

 +32465551485

 inkubiri1@inkubiri.org

**FDU – Mouvement National**



**FDU – National Movement**

**I N K U B I R I**

*Uburunganyire . Ubwisanzure . Amajyambere*

*Equal Rights . Freedom . Social Progress*

*Egalité . Liberté . Progrès Social*

Dans ces conditions, il importe que tous les acteurs politiques intéressés se mobilisent en faveur de l'ouverture démocratique au Rwanda. Aux uns et aux autres, nous soumettons les idées-force ci-après, qui constituent une base minimale pour une évolution pacifique de la dictature à la démocratie :

1. Reconnaître et condamner le génocide tutsi, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui se sont déroulés au Rwanda et en République démocratique du Congo entre 1990 et 2003 ;
2. S'engager pour la qualification définitive par un tribunal international habilité et pour la poursuite en justice des auteurs et des violations graves du droit international humanitaire commis sur les réfugiés hutu en RDC, violations dénommées de possible génocide par les Nations Unies dans le Rapport Mapping ;
3. Renoncer définitivement aux vieux démons qui minent la vie politique rwandaise, à savoir les discours et les pratiques d'exclusion, notamment celles basées sur l'appartenance (*réelle ou supposée*) à un clan, à une ethnie ou à une région ;
4. Approcher et aider les différents acteurs de la vie politique rwandaise, en particulier les membres du FPR, à sortir de leur enfermement pseudo-idéologique, à regarder l'histoire en face et à engager une autocritique sans complaisance sur leur rôle dans l'approfondissement de l'autocratie et le blocage du processus démocratique ;
5. Promouvoir le pluralisme politique et le vivre ensemble en s'engageant de façon irréversible en faveur d'une démocratie consensuelle et inclusive assurant la participation effective de toutes les composantes de la société rwandaise à la gestion de la chose publique et la pleine jouissance des libertés publiques pour tout un chacun ;
6. Œuvrer en faveur de la paix, de la prospérité de la coopération régionale, et ce, dans une perspective d'unité et d'intégration africaine.

**Fait à Lyon, le 07 mai 2015**

**FDU Mouvement National INKUBIRI**

**Eugène Ndahayo**

**Président.**

 +32465551485

 [inkubiri1@inkubiri.org](mailto:inkubiri1@inkubiri.org)